

ÉDITION SPÉCIALE

de l'Union Démocratique du centre • www.udc.ch • édition septembre 2023



Halte à l'immigration incontrôlée 3

Un changement de cap dans la politique d'asile est indispensable.



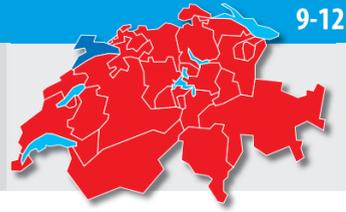
Stop aux dérives des activistes 7

La gauche veut nous rééduquer en limitant nos pensées, nos paroles et le contenu de nos repas.



Canton du Jura 9-12

Tout ce que vous devez savoir sur les élections au Conseil national et au Conseil des Etats.



NON à une Suisse à 10 millions d'habitants !

Quelle Suisse voulons-nous ? Quelle Suisse ne voulons-nous pas ?

C'est exactement à ces questions qu'il faudra répondre le 22 octobre. Vous avez le choix.

Voulons-nous nous contenter d'observer l'arrivée de quelque 80'000 personnes supplémentaires chaque année dans notre petite Suisse ? Voulons-nous une Suisse bétonnée de 10 millions d'habitants ? Ou voulons-nous à nouveau décider nous-mêmes qui vient dans notre pays et qui ne vient pas ? La situation ne peut continuer ainsi, sinon notre belle Suisse va s'effondrer. La Confédération à elle seule prévoit cette année

plus de 4 milliards de francs de dépenses pour l'asile. Cela représente 450 francs d'impôts par personne et par an ! A cela s'ajoutent les coûts dans les cantons pour les logements, la caisse maladie, l'aide sociale, l'exécution des peines, etc. Ces requérants d'asile, jeunes et pour la plupart, originaires d'Afrique et de pays arabes, vivent aux frais de la population active. Est-ce bien là ce que nous voulons ? Et pourtant, de

nombreux Suisses ne peuvent plus payer leurs primes d'assurance maladie ni leurs loyers. Activistes climatiques, folie du genre, culture de l'interdit de la gauche rose-verte : des minorités radicales veulent nous dicter comment nous devons vivre, si nous pouvons encore manger de la viande, où nous passerons nos vacances ... Ces minorités veulent nous interdire de conduire et bannir les panneaux de si-

gnalisation routière jugés « trop masculins ». Elles tentent d'influencer les enfants et les écoliers avec leurs idéologies moralisantes. Pourtant, près d'un quart des jeunes en fin de scolarité ne savent plus lire, écrire et calculer correctement. Quelle Suisse voulons-nous ? Immigration démesurée, chaos de l'asile, crise énergétique, hausse massive des prix et diminution du pouvoir d'achat, pénurie de logements, pro-

blèmes dans les écoles, violence croissante dans les rues ... Ou une Suisse dans laquelle les femmes, les enfants et les jeunes peuvent se déplacer librement et en toute sécurité, dans laquelle le travail est rémunéré, dans laquelle les profiteurs de l'asile et les criminels doivent quitter le pays ?

En tant que parti du peuple, notre choix est clair : nous nous engageons pour un avenir sûr et libre.



Au Conseil des Etats

Thomas Stettler

Liste 3

«Ensemble»



Pour un avenir sûr et libre !

Liste 11



Marielle Gallay, mère de deux enfants, indépendante dans l'immobilier, Aubonne

« Je suis maman de deux enfants et je souhaite qu'ils puissent profiter d'une école qui se charge de transmettre un savoir, une base chrétienne et un environnement sécurisé pour mes enfants dans leur propre pays. J'aimerais qu'ils grandissent dans une Suisse fière de ce qu'elle est. C'est pourquoi je vote UDC ! »

Voilà pourquoi je vote UDC le 22 octobre



Un choix décisif, pour un avenir sûr et libre

Il faut absolument éviter tout nouveau virage à gauche le 22 octobre. Sinon, notre beau pays s'effondrera. Si l'UDC gagne, la Suisse gagne.



Par **Marcel Dettling**, conseiller national, agriculteur, Oberberg (SZ)

tant que premier parti du pays, ne parvient pas à stopper la politique désastreuse de la gauche rose-verte. L'explication est simple : nous avons certes le plus grand groupe parlementaire au parlement, mais nous ne pouvons pas faire grand-chose tant que les autres partis, de la gauche jusqu'au centre, sont de mèche. C'est pourquoi il est crucial de créer de nouvelles majorités.

Le 22 octobre, allez voter, pour un avenir sûr et libre.



Afin que la Suisse reste la Suisse, votez et faites voter UDC.

Quelle direction prendra la Suisse ces prochaines années ? Voulons-nous une Suisse de l'interdit, avec toujours plus de prescriptions, de mise sous tutelle et de rééducation forcée ? Voulons-nous des impôts toujours plus élevés et moins d'argent pour vivre ? Voulons-nous encore plus d'activistes climatiques de mains collées dans les rues et de folie du genre dans nos écoles ? Voulons-nous continuer à avoir une immigration sans frein, un chaos total en matière d'asile et une Suisse à 10 millions d'habitants ? Tout cela – et bien plus encore – se produira si la gauche rose-verte remporte à nouveau les élections cet automne.

Il n'y a qu'une alternative à ce scénario catastrophe : l'UDC doit être renforcée. Des citoyens inquiets me demandent parfois pourquoi l'UDC, en

Ce qui menace en cas de victoire de la gauche rose-verte

Un chaos sans fin en matière d'asile

Des frontières ouvertes sans contrôle, encore plus de profiteurs de l'asile et des coûts supplémentaires de plusieurs milliards : voilà ce qui nous attend en cas de victoire de la gauche. La conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider veut même faire venir des demandeurs d'asile directement en Suisse par avion. Son parti, le PS, demande que les migrants du monde entier puissent être accueillis indépendamment de leur statut d'asile, avec un accès sans condition à tout notre Etat social.

Délires prohibitionnistes climatiques

La politique climatique de la gauche rose-verte est un désastre : nous manquons d'électricité et les prix de l'énergie explosent. L'UDC a réussi à faire échouer la coûteuse et inutile loi sur le CO², mais les partisans de cette dernière sont arrivés à leurs fins en promettant qu'il n'y aurait pas d'interdictions ni de nouvelles taxes avec la nouvelle loi sur le gaspillage de l'électricité (loi sur le climat). Le dimanche même de la votation, le co-président du PS Cédric Wermuth et le président des Verts Balthasar Glättli ont laissé tomber les masques et ont immédiatement annoncé qu'il fallait se diriger vers de nouvelles interdictions et prescriptions.

Le bradage de la patrie

Si la gauche rose-verte gagne, elle conduira la Suisse dans l'UE et dans l'OTAN. Son but est d'abolir la neutralité et de livrer des armes et des munitions suisses dans des régions en guerre, mettant ainsi en danger notre sécurité, notre paix et notre stabilité ; elle veut brader notre patrie. Nous devons nous y opposer résolument. Luttons ensemble pour un avenir sûr et libre !

Renforçons la sécurité grâce à l'UDC

L'Europe est en guerre, mais l'armée n'est plus en mesure de défendre la Suisse. La sécurité intérieure est également menacée. Ce n'est qu'en votant pour l'UDC que nous pourrions faire de notre Suisse un pays à nouveau sûr.



Par **Jean-Luc Addor**, conseiller national, membre de la commission de la politique de sécurité du Conseil national (CPS-N), Savièse (VS)

Quel réveil brutal ! C'est à nouveau la guerre en Europe – avec des armes d'infanterie, des chars, de l'artillerie et des avions de combat.

Le choc est profond, mais salutaire. Il est enfin clair pour tous que la chute du mur de Berlin en 1989 n'était pas synonyme de paix éternelle sur le Vieux Continent. Des guerres, même con-

ventionnelles, sont possibles à tout moment. La Suisse doit aussi s'y préparer.

L'armée a été mise à mal

Au cours des dernières décennies, l'armée a été systématiquement malmenée et en a perdu sa capacité de défense. En 1990, 1,34% du produit intérieur brut (PIB) était encore investi dans l'armée ; en 2019, ce n'était plus que 0,67%. Nous dépensons aujourd'hui même plus d'argent pour l'asile que pour l'agriculture.

Cela doit être corrigé au plus vite et l'UDC est le seul parti à le demander depuis des années. Le Parlement s'est enfin réveillé et veut à nouveau augmenter le budget de l'armée à 1% du PIB d'ici 2030, une étape importante et nécessaire pour que l'armée atteigne l'équipement complet des structures existantes et obtienne une sécurité de planification pour le renouvellement des systèmes.

La Suisse n'est plus un pays sûr

La sécurité intérieure n'est pas non plus à négliger. La criminalité a fortement augmenté. Les cambriolages, les vols, la violence, les menaces, les viols, les émeutes comme récemment à Lausanne, la criminalité étrangère importée, etc. ont rendu la Suisse peu sûre. En abandonnant la neutralité, nous en

rajoutons une couche et mettons encore plus en danger la paix et la stabilité.

Il faut mettre fin à ce marasme en matière de politique de sécurité. Nous ne pourrions y parvenir qu'en votant pour l'UDC le 22 octobre, pour une Suisse sûre !



Editorial

Quelle Suisse voulons-nous ?



Chères Suissesses, chers Suisses,

Quelle Suisse voulons-nous ? Et surtout, quelle Suisse ne voulons-nous pas ? C'est exactement à ces questions qu'il faudra répondre le 22 octobre. Nous avons le choix, vous avez le choix.

Je suis très inquiet. En juin, ma femme et notre fils sont rentrés à la maison le soir. Deux Maghrébins se trouvaient alors dans le jardin ; ils avaient déjà dévalisé la voiture. Ces hommes venaient du centre d'asile tout proche.

Ce n'est qu'un incident parmi tant d'autres en Suisse. Ces personnes n'ont rien à voir avec l'asile. Elles arrivent en Europe avec des bandes de passeurs criminels. Pour la grande majorité, il s'agit de jeunes hommes originaires de pays africains et arabes. Ils choisissent leur pays d'asile, par exemple la Suisse, parce qu'ils savent qu'ici, il y a des prestations sociales et ils peuvent rester ad aeternam grâce à l'industrie de l'asile de la gauche rose-verte. Qui rejette ces abus vote UDC !

Notre prospérité ne va pas de soi

Je me fais du souci pour notre Suisse. Chaque année, environ 80'000 personnes supplémentaires arrivent dans notre pays. Cela correspond à la population du canton de Schaffhouse ou du canton du Jura. On entasse chaque année 80'000 personnes de plus dans notre petit pays. Je vous pose la question : voulons-nous une Suisse de 10 millions d'habitants ? Encore plus de terres agricoles bétonnées ? Des embouteillages interminables ? Avez-vous remarqué qu'il n'y a presque plus de logements avec des loyers abordables ou qu'il y a des salles de classe sans enfants suisses ?

Quelle Suisse voulons-nous ? Nous vivons dans un pays merveilleux. Mais notre prospérité, notre sécurité et notre liberté ne vont pas de soi. En tant que président de l'UDC, je peux vous l'assurer : nous nous engageons pour la Suisse. Nous ne nous laissons pas non plus intimider et appelons les problèmes par leur nom.

Nous nous engageons pour tous ceux qui font quelque chose dans notre pays et qui prennent des responsabilités, que ce soit au travail, dans la famille ou pour eux-mêmes. Prenons soin ensemble de notre Patrie.

Marco Chiesa
conseiller aux Etats et président de l'UDC Suisse, Ruvigliana (TI)

Impressum:

ÉDITION SPÉCIALE | ÉDITION SPÉCIALE : est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Tirage : 1'141'027 |

Édition et rédaction: UDC Suisse, secrétariat général, case postale 3001 Berne, tél. 031 300 58 58, info@udc.ch |

Conception et graphisme: GOAL SA für Werbung und Public Relations | Crédits photos: iStockphoto, www.admin.ch, www.parlament.ch, UDC Suisse | Imprimerie: DZZ Druckzentrum Zürich SA

Attention : cette publication n'est ni une publicité, ni une réclame, mais c'est une information politique. Elle peut donc être distribuée dans chaque boîte aux lettres même en présence d'un autocollant interdisant la publicité. Nous vous remercions de votre compréhension.

Pour un avenir sûr et libre

Votez UDC !



L'immigration incontrôlée détruit les chances pour l'avenir de nos enfants !

Voilà à quoi ressemble le quotidien d'un grand nombre d'écoles dans toute la Suisse. Exemple avec une classe de 24 élèves en secondaire : 1/3 des élèves a des problèmes de compréhension de langue, 1/3 a des problèmes d'apprentissage et 1/3 a des problèmes de comportement ou refuse de se soumettre à l'autorité des professeurs. L'enseignement et l'apprentissage ne sont plus assurés de façon optimale et les élèves performants voient ainsi la qualité de leur formation altérée !



Politique d'asile : un changement de cap est nécessaire

Bientôt 40 000 demandes d'asile, des communes surchargées et des autorités débordées : la situation dans le domaine de l'immigration est désolante. Même l'UE discute d'une réorientation de la politique d'asile. Toutefois, rien ne bouge dans la Berne fédérale. Quand le Conseil fédéral prendra-t-il enfin ses responsabilités ?



Par **Michaël Buffat**, conseiller national, membre de la commission des institutions politiques (CIP-N) de 2015 à 2023, Vuarrens (VD)

Les mouvements migratoires mondiaux augmentent massivement. Des centaines de milliers de personnes affluent en Europe. Ceux qui voyagent aussi loin le font généralement pour des raisons très claires : ces immigrés nous rejoignent certes par la voie de l'asile, mais ce sont en réalité des immigrés économiques. Ils sont en quête de profit et savent qu'une fois en Suisse, on peut y rester. Même sans motif d'asile, ils ne sont pas renvoyés dans leur pays d'origine. Un

séjour durable en Europe est garanti, «hamac social» compris.

Qui vient, reste

Au cours des 20 dernières années, 100'690 personnes ont été « admises à titre provisoire » malgré une demande d'asile rejetée. Presque toutes sont encore ici : 7'000 ont même obtenu le passeport suisse ! La plupart des immigrés en quête d'asile restent ici pour toujours et notre système d'asile offre toutes les conditions pour cela.

Les autorités détournent le regard et ne font rien pour corriger cette évolution négative. Depuis des années, nous dépensons des moyens financiers énormes pour l'application du droit d'asile, mais nous ne pouvons guère influencer qui vient en Suisse : « Ainsi, des personnes arrivent en Suisse pour un séjour plus ou moins long, alors que l'on ne voudrait pas vraiment qu'elles y viennent, compte tenu du marché du travail et de leur milieu social » (NZZ, 12.2.2003). Pour faire court : trop d'étrangers viennent en Suisse et ce ne sont pas les bons. »

Réorientation de la politique d'asile

Les modifications procédurales ne suffisent plus à résoudre les problèmes dans le domaine de la migration. Nos lois sont dépassées. Nous devons changer fondamentalement de mentalité. Les immigrés potentiels ne doivent plus être incités à venir en Europe. Cela implique notamment l'externalisation des procédures d'asile dans des pays tiers.

L'UE veut à l'avenir mener ces procédures à la frontière extérieure de l'espace Schengen. Il n'est pas certain que cela suffise. La voie choisie par la Grande-Bretagne, qui consiste à mener toutes les procédures au Rwanda, semble plus prometteuse. Le gouvernement britannique veut ainsi dissuader les immigrés illégaux de traverser la Manche. La Suisse doit elle aussi s'attaquer à la délocalisation des pro-

cédures d'asile. C'est la seule façon de mettre un terme au trafic criminel de migrants et à la traite organisée des êtres humains.

Si nous mettons systématiquement l'accent de l'aide sur place, les personnes dans le besoin peuvent être aidées de manière plus ciblée. L'aide et la protection ne sont pas et ne doivent pas être synonymes d'accueil.

La jeune victime de Pent haz venait de fêter ses 18 ans

La jeune victime et son meurtrier présumé se sont disputés devant son lieu de travail, à Pent haz (VD). Elle était d'origine turque, plus exactement kurde, comme son agresseur de 17 ans, de nationalité suisse selon le communiqué de la police cantonale, qui l'a frappée à l'arme blanche. L'auteur des coups de couteau s'est ensuite rendu au Denner de Pent haz, où il aurait commis un vol. Il s'est ensuite dirigé vers la gare. Il a été arrêté près des rails, où le Détachement d'action rapide et de dissuasion (DARD) de la police cantonale est intervenu.



Nouvelle normalité ?

Des milliers de jeunes hommes d'Afrique, d'Afghanistan, de Turquie, etc. viennent et restent en Suisse ! Chaque année, cette politique coûte 4 milliards de francs aux contribuables, c'est-à-dire à nous. Et il ne s'agit là que des coûts à charge de la Confédération. En plus, aux coûts s'ajoutent les vols, le harcèlement et la violence.

Qui veut régler ce problème

vote UDC le 22 octobre



L'immigration de masse ces 15 dernières années a considérablement péjoré la situation de la population suisse dans presque tous les domaines :

Bétonnage du territoire

Le bétonnage de nos paysages s'accompagne d'une perte massive de terres agricoles. Chaque jour en Suisse, l'équivalent de 9 terrains de football sont construits pour de nouvelles surfaces d'habitation. Dans le même temps, l'équivalent de 13 terrains de football de prairies et de terres agricoles disparaissent. Cela conduit à un mitage du territoire et à un affaiblissement de la sécurité d'approvisionnement en denrées alimentaires locales et saines.

Chacun peut constater la transformation dramatique de la Suisse ces dernières décennies. Le Plateau est en grande partie victime d'une orgie de constructions. Il n'est donc pas étonnant que la population augmente d'environ 80'000 personnes par an, principalement en raison d'une immigration démesurée. 80'000 personnes de plus par an, cela signifie que l'on entasse chaque année un canton de Schaffhouse en plus en Suisse ; et l'on s'étonne ensuite de la disparition des espaces verts. Notre pays devient étroit, bruyant et gris.



Saturation et coûts élevés du système de santé

Dans ce domaine également, l'immigration de masse entraîne une hausse des coûts. Les 180'000 personnes supplémentaires arrivées en Suisse l'année dernière font appel à des médecins, des dentistes, des hôpitaux, des maisons de retraite, etc. Il est donc également clair que le manque de personnel qualifié, notamment dans le secteur de la santé, est une conséquence auto-infligée.

Hausse des primes entre 2000 et 2020



Crise du logement

En raison de l'immigration effrénée, il n'y a pratiquement plus de logements libres et abordables dans notre pays. Les personnes disposant d'un revenu normal, les familles, les familles monoparentales et les personnes âgées sont les plus touchées par cette situation.



Immigration nette en provenance de l'UE, des Etats tiers, de l'asile et des personnes protégées en 2022 : plus 180'000 personnes en une année !

A cela s'ajoutent 52'000 entrées illégales. Principalement en provenance d'Afghanistan et d'Afrique du Nord. Personne ne sait où se trouvent ces personnes

Violence et criminalité importées

Les immigrés sont surreprésentés dans les statistiques de la criminalité, y compris pour les délits graves, dans les prisons, ainsi que dans les cas de violences domestiques, par rapport à leur proportion dans la population totale. Ainsi, une étude de l'université de Zurich publiée en novembre 2022 montre que les classes de seconde B connaissent une augmentation sans précédent des agressions sexuelles sur les filles. Selon le responsable de l'étude, cela est dû au «milieu à faible niveau d'éducation et à forte composante migratoire». Il s'agit d'un «problème de migrations».

La Suisse avait autrefois une réputation légendaire de pays sûr et stable. Aujourd'hui, on voit de plus en plus le visage hideux de la violence et de la criminalité importées. Nous sommes confrontés à un double problème : les partis de la gauche rose-verte soutiennent l'immigration vers la Suisse organisée par des bandes de passeurs. La Bernese fédérale empêche l'application de l'initiative pour l'expulsion systématique des criminels étrangers, acceptée par le peuple. Cette association toxique conduit à une «nouvelle normalité» dans notre pays :

- 71% des détenus dans les prisons suisses sont des étrangers.** En Europe : 15%
- 56% des homicides sont commis par des étrangers.** Enquête, aide aux victimes, procédure pénale et incarcération coûtent des milliards.
- 57% des viols sont commis par des étrangers ou des demandeurs d'asile.** Les femmes peuvent de moins en moins sortir en sécurité la nuit.

Explosion des coûts sociaux

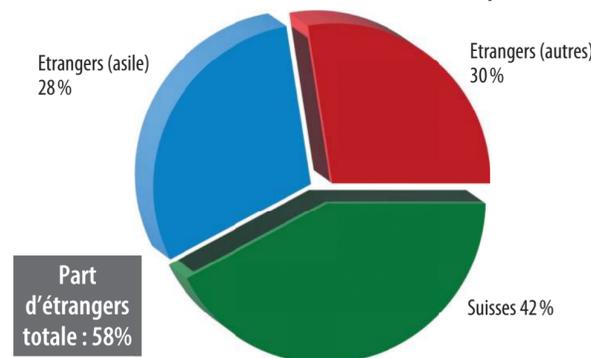
Les étrangers perçoivent beaucoup plus souvent des allocations de chômage et des prestations sociales. On assiste à une immigration qui coûte plusieurs milliards de francs à l'État social suisse. Le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale en provenance d'Afrique a, à lui seul, littéralement explosé ces dernières années, avec plus de 38'000 bénéficiaires. 34,6%, soit un Africain sur trois qui pourrait travailler vit aux frais de la collectivité.

Les étrangers, en particulier les demandeurs d'asile/réfugiés, pèsent bien plus lourd sur l'État que les Suisses. Un quart de tous les bénéficiaires de l'aide sociale disposent d'un permis B (principalement des réfugiés reconnus avec un permis B).

37'000 bénéficiaires de l'aide sociale sont des migrants «admis provisoirement» avec une décision d'asile négative. Cela signifie qu'un bénéficiaire de l'aide sociale sur huit n'aurait en fait pas le droit de séjourner en Suisse et de vivre aux frais de la collectivité.

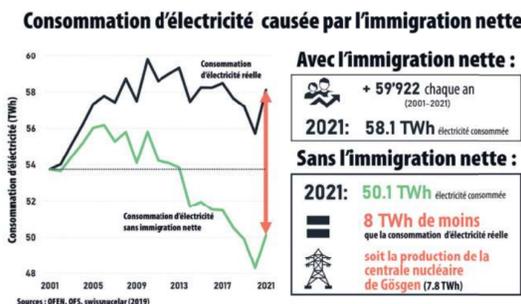
Le tableau est le même pour la caisse de chômage ; en novembre 2022, il y avait pratiquement autant d'étrangers (49,4%) que de Suisses (50,6%) au chômage. Les étrangers sont donc proportionnellement fortement surreprésentés dans la caisse de chômage, car deux fois plus nombreux à être au chômage que les Suisses.

Bénéficiaires de l'aide sociale, 2021



Consommation d'électricité et d'énergie

Plus de personnes signifie plus de consommation d'électricité, donc des prix de l'électricité plus élevés. A cela s'ajoute le fait que chaque «nouvelle ville» créée par l'immigration annuelle doit être approvisionnée en énergie et en électricité. Ces personnes ont besoin d'électricité, conduisent une voiture, veulent vivre dans un logement chauffé. Comment subvenir à ces besoins excédentaires en électricité ? La réponse n'est aujourd'hui pas claire.



Les infrastructures sont asphyxiées

Les heures d'embouteillage sur les routes ont été multipliées par cinq en l'espace de 20 ans ! Mais au lieu de contrôler enfin l'immigration, on s'en prend aux automobilistes suisses avec encore plus de taxes, notamment sur les carburants, et plus de chicanes. Avec leur politique anti-voiture, la gauche et les activistes du climat causent un immense chaos sur nos routes. Dans les transports publics aussi, nous arrivons à saturation en raison de l'immigration démesurée.



Le niveau de formation en chute libre

Les enfants suisses deviennent une minorité. Près de la moitié des jeunes de 15 ans en Suisse sont issus de l'immigration. C'est plus que dans n'importe quel autre pays industrialisé du monde. Même en Australie terre traditionnellement d'immigration, ce taux est nettement inférieur, sans parler de l'Allemagne (28%) ou de la France (27%). Une évaluation dans le canton d'Argovie montre qu'en 2021, 68% des enfants de moins de 7 ans grandiront dans un ménage issu de l'immigration. Le taux de natalité des Erythréennes est 4 à 5 fois plus élevé que celui des Suissesses. Dans de nombreuses classes suisses, la part des enfants qui ne parlent pas une des langues nationales dépasse les 50%. Des études indiquent qu'à partir d'un taux de 30% d'enfants allophones, un enseignement scolaire de qualité n'est plus guère possible. Selon l'étude PISA de 2019, un quart des élèves ne savent pas lire et comprendre correctement.



Perte de prospérité

La prospérité de la population suisse, mesurée par le produit intérieur brut par habitant, n'augmente plus depuis l'introduction de la libre circulation complète des personnes avec l'UE en 2007.

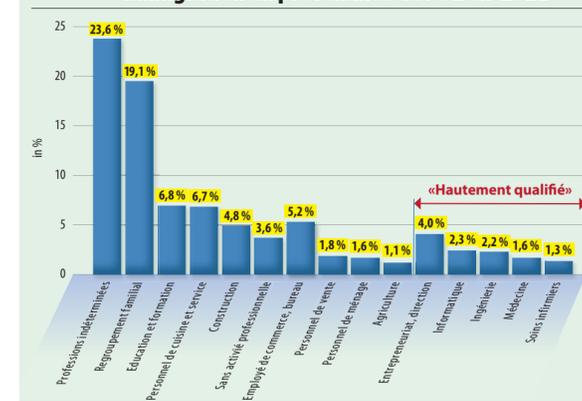
En d'autres termes, le gâteau reste pratiquement le même, mais les parts de ce gâteau sont toujours plus fines car divisées avec plus de monde.

On se plaint beaucoup de la «pénurie de main-d'œuvre qualifiée» en Suisse. On oublie cependant qu'une grande partie des immigrés ne sont pas des spécialistes. Ce sont majoritairement des personnes issues du regroupement familial et des personnes non qualifiées. «Quatre immigrés sur cinq ne sont pas des spécialistes», titrait la «NZZ am Sonntag». Elle se référait à une étude de la direction de l'économie publique zurichoise. Selon cette étude, à peine 20% des immigrés depuis 2007 (libre circulation complète des personnes) travaillent en moyenne en Suisse dans un métier où il y a une pé-

nurie de main-d'œuvre qualifiée. Parmi les frontaliers, seule 1 personne sur 6 est même un spécialiste recherché. Au lieu des médecins et des informaticiens dont nous avons urgemment besoin, ce sont des personnes

non qualifiées et sans connaissances linguistiques suffisantes qui figurent en tête de la liste des professions des immigrés. La situation est en outre critique en ce qui concerne le regroupement familial :

Immigration en provenance de l'UE en 2022



Sauvons ensemble notre belle Suisse



En tant qu'agriculteur et père de famille, je m'inquiète du bétonnage de nos terres agricoles. Durant les 30 dernières années, c'est 1m² de terres agricoles qui a disparu chaque seconde pour répondre aux besoins liés à l'augmentation de la population. La Suisse ne peut plus faire face à cette croissance démographique incontrôlée qui n'est ni durable ni raisonnable. L'année dernière, c'est plus de 180'000 personnes qui ont immigré en Suisse, ce qui représente plus que la population de Lausanne. Les infrastructures, les transports publics, les écoles et les logements sont saturés. Les terres agricoles, l'approvisionnement énergétique et les ressources en eau sont en danger.

C'est pourquoi l'initiative de durabilité «Pas de Suisse à 10 millions» a été lancée et nous comptons sur votre soutien. Nous voulons une immigration contrôlée et pas une immigration qui fasse plus de perdants que de gagnants. Ensemble, sauvons notre belle Suisse et préservons notre qualité de vie pendant qu'il est encore temps. Signez l'initiative sur la durabilité et motivez votre entourage à en faire de même.

Signez MAINTENANT l'initiative pour la durabilité : NON à une Suisse à 10 millions d'habitants !



En raison de l'immigration incontrôlée dans notre pays, nous allons vers une Suisse à 10 millions d'habitants. Cette véritable explosion démographique surcharge nos infrastructures, détruit notre nature et fait encore plus grimper les loyers. Après l'afflux de plus de 180'000 personnes en une seule année, il est temps d'agir.

Signez dès aujourd'hui l'initiative populaire pour la durabilité, jointe à ce journal. Merci.



«Nos enfants sont les plus grands perdants de notre politique d'asile ratée»

Les communes sont submergées par les demandeurs d'asile. Martina Bircher explique ce que cela coûte et les problèmes qui en découlent. La situation ne peut s'améliorer qu'en supprimant la possibilité de déposer des demandes d'asile sur le sol suisse.



Par **Martina Bircher**, conseillère nationale, Aarburg (AG)

Vous êtes responsable des affaires sociales dans la commune d'Aarburg (AG). Avez-vous encore des places disponibles pour les demandeurs d'asile ?

Non ; avec le centre d'hébergement cantonal pour demandeurs d'asile, nous dépassons notre objectif depuis des années et nous n'avons pas l'intention de créer des places supplémentaires.

Combien de demandeurs d'asile devez-vous prendre en charge et combien d'entre eux sont de véritables réfugiés au sens de la loi ?

Avec la procédure d'asile accélérée, les communes se voient attribuer principalement des étrangers admis à titre provisoire. Nous devrions accueillir 60 personnes, ce qui, avec les personnes ayant le statut S, représente un total de 130 personnes, auxquelles s'ajoutent toutes les personnes que la Confédération reconnaît comme réfugiés, notamment les Erythréens. Ceux-ci ont le libre choix de leur logement ; de fait cela fait encore 200 personnes.

Combien d'entre eux sont des familles, combien de jeunes hommes ?

Les personnes qui arrivent en Suisse par la voie de l'asile sont principalement des hommes. Mais comme la Confédération accorde le statut de réfugié à 40 % d'entre eux et l'admission provisoire à 20 % d'autres, les femmes et les enfants arrivent en Suisse plus tard, via le regroupement familial.

Combien de ces personnes vivent-elles de l'aide sociale ?

80 à 90 % vivent de l'aide sociale. Après 10 ans en Suisse, la moitié dépend encore de l'aide sociale. Notre système social garantit à chacun un logement, charges comprises, une assurance maladie, une franchise, une quote-part, d'autres frais de santé (p. ex. dentiste), de l'argent pour vivre ainsi que des prestations liées à la situation comme des meubles, des transports publics, etc. Nous avons de nombreux cas qui ont déjà coûté plus d'un demi million de francs à notre collectivité.

Combien les contribuables ont-ils dû débourser pour le cas le plus coûteux ?

Nous avons eu une fois une femme érythréenne avec quatre enfants dans un foyer mère-enfant, pour un coût de 25'000 francs par mois. Lorsque l'APEA (Autorité de la protection de l'enfant et de l'adulte) intervient, et c'est malheureusement souvent le cas, cela devient très cher. Pour 130 à 150 francs de l'heure, on apprend aux étrangers comment faire les courses ou comment

préparer un goûter pour l'école. Lorsqu'il y a un placement à l'extérieur, nous parlons de coûts entre 7'000 et 15'000 francs par mois et par enfant. C'est l'autorité de protection de l'enfant qui ordonne tout cela, et la commune doit payer.

Les demandeurs d'asile trouvent-ils un emploi ?

Malheureusement, c'est difficile. Ces personnes sont souvent issues de cultures étrangères, n'ont pratiquement pas été scolarisées et les employeurs n'attendent pas ces « professionnels » là. La situation est encore aggravée par le fait que beaucoup ont de très nombreux enfants. Même s'ils trouvent un emploi, nous ne pouvons pas les retirer de l'aide sociale.

Dans de nombreuses

écoles, il n'y a pratiquement plus d'enfants qui ne sont pas issus de l'immigration. Quelle est la situation dans votre commune ?

Après les vacances d'été, nous introduisons un soutien précoce en allemand, car la plupart des enfants ne savent pas un mot d'allemand lorsqu'ils entrent au jardin d'enfants. Nous avons à chaque fois 100 enfants par année, 50 suisses et 50 étrangers. Malheureusement, plus de 50 % d'entre eux ont besoin d'un soutien précoce en allemand. Cela signifie que même les parents naturalisés ne parlent pas allemand à la maison avec leurs enfants. Il existe d'innombrables études qui prouvent qu'à partir d'un taux de non-germanophones de plus de 30 %, un enseignement scolaire de qualité

n'est pas possible. Nos propres enfants sont les plus grands perdants de cette politique d'asile et d'immigration ratée.

Vous demandez une réorientation de la politique d'asile. Qu'entendez-vous par là concrètement ?

Si Schengen-Dublin fonctionnait, la Suisse, entourée de pays sûrs, n'aurait pas une seule demande d'asile. Mais aujourd'hui, 60 % des demandeurs peuvent rester légalement en Suisse parce

que la Confédération ne les renvoie pas. 20 % restent là alors qu'ils devraient partir, et seuls 20 % sont effectivement expulsés. En d'autres termes, ceux qui prononcent le mot magique « asile » restent dans 80 % des cas en Suisse. Nous devons donc changer complètement le système : il ne doit plus être possible de déposer une demande d'asile en Suisse ; les procédures doivent être externalisées dans des pays tiers.

La non-intégration est avantageuse !

Ce que nous coûte l'industrie sociale de l'asile :

Dépenses directes pour une famille de 4 personnes bénéficiant de l'aide sociale dans le canton d'Argovie (tous les montants sont exonérés d'impôts !).

	Besoins de base pour 4 personne	26'472.00 CHF
	Logement	16'800.00 CHF
	Responsabilité civile	170.00 CHF
	Ménage	245.00 CHF
	Cotisations AVS	956.00 CHF
	Soins dentaires	3'500.00 CHF
	Quote-part	2'100.00 CHF
	Franchise	600.00 CHF
	Lunettes	150.00 CHF
	Camp scolaire	150.00 CHF

Coûts supplémentaires

	Programme d'intégration/occupation	7'200.00 CHF
	Cours de français	3'500.00 CHF
	Primes LAMal	11'920.00 CHF
	Administration, charges diverses	2'200.00 CHF

Revenus

	Allocations familiales	4'800.00 CHF
---	------------------------	--------------

Total de la prise en charge

		75'963.00 CHF
---	--	----------------------

Chaos de l'asile : cher, dangereux et injuste

Des jeunes hommes arrivent en Suisse du monde entier avec des bandes de passeurs criminels. Les cantons doivent louer des appartements à grand renfort d'argent public et mettent même des locataires suisses à la rue pour y parvenir. Les coûts explosent : rien qu'au niveau fédéral, plus de 4 milliards de francs – 5 % de toutes les dépenses fédérales – sont utilisés à cet effet ! Parallèlement, les vols, les actes de violence, le harcèlement, l'insécurité augmentent massivement.



Par **Céline Amaudruz**, vice-présidente de l'UDC Suisse et conseillère nationale, Genève (GE)

Le chaos de la politique d'asile pèse sur la population suisse. Chaque année, des dizaines de milliers de demandeurs d'asile arrivent dans notre pays avec l'aide de bandes de passeurs criminels. Les conséquences de cette politique irresponsable sont catastrophiques : trop

d'immigrés en quête d'asile proviennent de cultures qui oppriment les femmes, sont criminels et peu ou pas formés. Ces personnes sont difficilement intégrables.

Un Africain sur trois bénéficie de l'aide sociale

Le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale originaires d'Afrique a littéralement explosé ces dernières années et s'élève aujourd'hui à plus de 38'000 personnes. Le taux d'aide sociale atteint le chiffre sidérant de 34.6 % ! Un Africain sur trois qui pourrait travailler vit donc aux frais des contribuables suisses.

Jeunes hommes d'Afrique, d'Afghanistan, du Proche-Orient, etc.

Des jeunes hommes du monde entier arrivent en Europe avec des bandes de passeurs criminels. Ils traversent des



Nouvelle normalité ?

Des milliers de jeunes hommes d'Afrique, d'Afghanistan, de Turquie, etc. viennent et restent en Suisse ! Chaque année, cette politique coûte 4 milliards de francs aux contribuables, c'est-à-dire à nous. Et il ne s'agit là que des coûts à charge de la Confédération. En plus, aux coûts s'ajoutent les vols, le harcèlement et la violence.

Qui veut régler ce problème

vote UDC le 22 octobre



pays sûrs et choisissent leur terre d'asile « à la carte », comme la Suisse par exemple. Pourquoi ? Car ils peuvent vivre ici aux frais de la collectivité et sont rarement renvoyés dans leur pays d'origine. Cela engendre des coûts énormes et des problèmes conséquents pour nos œuvres sociales, notre système de santé, nos écoles, la police et la justice.

Celui qui vient en Suisse y reste

Le chaos de l'asile se manifeste également dans l'application de la loi. Cela vaut en particulier pour les personnes dites « admises à titre provisoire ». Elles devraient en fait quitter la Suisse, mais ne peuvent soi-disant pas être expulsées. Entre 2011 et 2021, 65'126 personnes ont reçu une admission provisoire ; seules 112 d'entre elles ont

effectivement dû quitter la Suisse au cours de ces 10 années. Les autres restent ici et vivent généralement aux dépens de la population active ou entrent dans la clandestinité.

Il faut maintenant mettre fin à ce chaos de l'asile !

2023: plus de 4 milliards de francs de coûts pour la seule Confédération (sans compter les cantons et les communes, dont les coûts s'ajoutent aux 4 milliards) !
Cela représente 450 francs d'impôts par personne et par an (ou 1'800 francs par famille de 4 personnes)

Dépenses pour l'asile de la Confédération en 2021:
Dépenses pour l'asile de la Confédération en 2022:
Dépenses pour l'asile de la Confédération en 2023 (budget):

Environ 1,5 milliard de francs
Environ 2,4 milliards de francs
Plus de 4 milliards de francs

NON à la folie du genre, OUI à la liberté !

Vous aussi, ces nouvelles formes d'écriture avec points médians et autres symboles vous agacent ? Sous couvert de tolérance, une minorité tente ici de nous rééduquer par le langage et par le comportement. Les revendications de plus en plus extrêmes de cette minorité s'attaquent à nos valeurs de liberté, raison pour laquelle nous devons nous y opposer résolument.



Par **Esther Friedli**, conseillère aux Etats, restauratrice, Ebnat-Kappel (SG)

pression du personnage aux traits d'origine africaine sur les paquets de riz d'une grande marque connue.

Parfois, c'est plus inquiétant : en raison d'une prétendue « appropriation culturelle », des musiciens à la peau blanche jouant du reggae ont vu leur concert interrompu et ont été déprogrammés parce qu'ils portaient des « dreadlocks » et que pour les « chantres de la tolérance de gauche », cette coiffure ne peut être portée que par des personnes noires de peau.

Pire encore, dans les écoles, de plus en plus d'étudiants rapportent que l'utilisation d'un langage dit « non-sexiste » dans la rédaction de leurs travaux (comprenez : dénué autant que possible de distinctions de genre) est de rigueur, sous peine de voir leurs notes réduites !

« **L'idéologie du genre** » s'imisce de plus en plus dans la politique

Une excoissance de cette idéologie de gauche rose-verte urbaine est « le genre ». Cette idéologie part du principe que l'on n'a pas un sexe à la naissance,

mais que l'on peut choisir librement son sexe (expression de genre) ; selon ces théories, les genres ne se cantonnent guère au nombre de deux (femme et homme) mais se déclinent en plusieurs dizaines.

Ces lubies sont hélas toujours plus présentes dans les médias. Pour ne pas discriminer ou « offenser » qui que ce soit, on décline les mots sous toutes leurs coutures par le biais d'une écriture dite « inclusive » ; « ami » devient alors « ami.e.x.s », « politicien » devient « politicien.ne.x.s », etc. Même les administrations publiques pratiquent ce style lourd ; la question de la lisibilité et de la compréhension de la langue française est alors relayée au second plan (et c'est pareil dans les autres

langues nationales, comme l'allemand par exemple) ; l'essentiel est que personne ne ressente quoi que ce soit de négatif à la lecture. De fait, la langue devient de plus en plus incompréhensible avec ses nombreux caractères spéciaux, notamment pour les personnes rencontrant des difficultés de lecture ou d'expression ainsi que pour les per-

« **Seuls les partis déconnectés de la réalité, qui ne sont pas au fait des vrais problèmes de la population, ont le loisir d'accorder une telle importance à ces choses-là.** »

Depuis quelque temps, nous entendons régulièrement des termes tels que « genre », « woke » ou encore « cancel culture ». Beaucoup d'entre nous peinent à s'imaginer le sens de ces termes ou alors n'y voient guère de grand danger. Pourtant, ce qui semble en apparence inoffensif est en vérité extrêmement inquiétant. Ces termes sont nés dans les universités américaines, chez des personnes qui se considèrent comme faisant partie de « l'élite », tolérantes et de gauche.

Cette idéologie s'imisce insidieusement dans notre quotidien, par des détails parfois sans grande importance en apparence, comme la sup-



Totalement inutile et onéreux : les moralistes du genre de la gauche rose-verte veulent remplacer les panneaux de signalisation par des panneaux « genrés ».

sonnes qui ont une autre langue maternelle que la nôtre.

Les genres deviennent arbitraires

Cette folie du genre ne se traduit pas que dans le langage, mais également dans les questions politiques ; dans les villes de Zurich et de Lucerne, un tiers des toilettes des écoles doivent être « gender neutral » (neutres de genre). On supprime même les urinoirs, exclusivement masculins. Dans certaines écoles, on préconise même « d'essayer un autre sexe » ou encore de ne pas donner de nom aux enfants à leur naissance. Nos enfants, mineurs, sont exposés à ces dérives sans même le consen-

tement de leurs parents. Il existe cela dit une toute petite minorité de personnes qui naissent dans les mauvais corps et dont les problèmes doivent être pris au sérieux. Cela est-il une raison pour étendre ces préoccupations à l'ensemble de la société ? La question de savoir si l'on est né dans le bon ou le mauvais corps doit-elle se poser chez tout le monde ? Évidemment, non. Qu'est-ce que cela sera ensuite ? Où sont passés le bon sens et le pragmatisme ? En politique, seuls les partis déconnectés de la réalité, qui ne sont pas au fait des vrais problèmes de la population, ont le loisir d'accorder une telle importance à ces choses-là.

L'approvisionnement alimentaire en denrées locales est menacé

La mission principale de l'agriculture suisse est inscrite dans la Constitution fédérale : l'approvisionnement de la population suisse en denrées alimentaires indigènes. Or, cet approvisionnement est aujourd'hui gravement menacé.



Par **Pierre-André Page**, conseiller national, maître-agriculteur, Châttonnaye (FR)

face agricole. La surface arable par habitant n'est que de 470 m² en Suisse. A titre de comparaison, elle est de 1'500 m² en Autriche et de 1'410 m² en Allemagne.

La deuxième raison pour laquelle nous produisons de moins en moins de denrées alimentaires en Suisse est liée aux prescriptions écologiques ; en raison de la politique agricole actuelle, environ 20% des terres cultivées en Suisse sont aujourd'hui exploitées de manière extensive : il y a donc beaucoup d'écologie, mais peu de production.

Les familles paysannes apportent une contribution importante à notre sécurité alimentaire. Pourtant, en cas de crise, nous ne pourrions plus nourrir aujourd'hui qu'une personne sur deux en Suisse. C'est ce que démontre ce que l'on appelle le « taux d'autosuffisance », qui mesure en pourcentage la part de nos besoins alimentaires encore produite en Suisse. En 2020, ce taux n'était déjà plus que de 49% net.

Le taux d'autosuffisance a chuté de plus de 10% au cours des 20 dernières années. La raison principale est la forte croissance démographique : +1,5 million d'habitants depuis 2002. La Suisse est de plus en plus bétonnée ; la surface urbanisée a augmenté de 31% depuis 1980, au détriment de la sur-



Les crises de ces dernières années et de ces derniers mois ont rappelé l'importance d'une agriculture productrice suisse forte.

Si nous voulons éviter à l'avenir une dépendance totale de l'étranger en matière d'approvisionnement alimentaire, le taux d'auto-approvisionnement ne doit pas continuer à baisser, mais doit au contraire augmenter à nouveau. **Nous n'y parviendrons qu'en stoppant la croissance démographique et en réorientant la politique agricole vers la production.**

Embouteillages et activistes du climat

Chaque jour, nous sommes pris dans les bouchons ; la cause principale en est l'immigration de masse. Les dommages économiques engendrés se chiffrent en milliards. Mais la politique de mobilité de la gauche rose-verte et les abus des activistes du climat, constitués de chicanes à tout-va, causent également des ravages.



Par **Thomas Bläsi**, conseiller national, pharmacien et entrepreneur, Genève (GE)

L'immigration démesurée a conduit à la saturation de nos infrastructures routières et ferroviaires que nous constatons quotidiennement avec les nombreux embouteillages sur nos routes. Depuis 1995, ce sont plus d'1,5 million de personnes qui ont immigré en Suisse ! Parallèlement, les heures d'embouteillage annuelles sur les routes nationales ont quadruplé depuis l'an 2000 !

Aux désagréments posés sur le plan personnel s'ajoutent les coûts massifs. En tant qu'entrepreneur et pharmacien à Genève, j'ai pleinement conscience des nombreux problèmes de la mobilité : chaque jour, 200'000 heures de retard s'accumulent sur les routes suisses. Le temps perdu coûte environ 3 milliards de francs par an à l'économie. Ce sont là les données les plus actuelles de l'Office fédéral du développement territorial (ARE).

La mobilité est le moteur de notre économie. Sans un retour à une immigration raisonnable et mesurée, notre prospérité est gravement menacée.

Le racket des automobilistes

De nombreux Suisses sont tributaires de la voiture : les familles, les pendulaires, les artisans, les habitants des zones rurales, etc. L'UDC s'oppose au racket des automobilistes : l'impôt sur les huiles minérales (y compris les surtaxes) représente à lui seul 1'570 francs par automobiliste et par an. S'ajoutent à cela l'impôt sur les véhicules à moteur (360 francs en moyenne), la vignette autoroutière (40 francs), l'impôt sur les automobiles, les taxes de stationnement public, etc ; chaque ménage possédant une voiture paie plus de 2'000 francs de taxes par an.

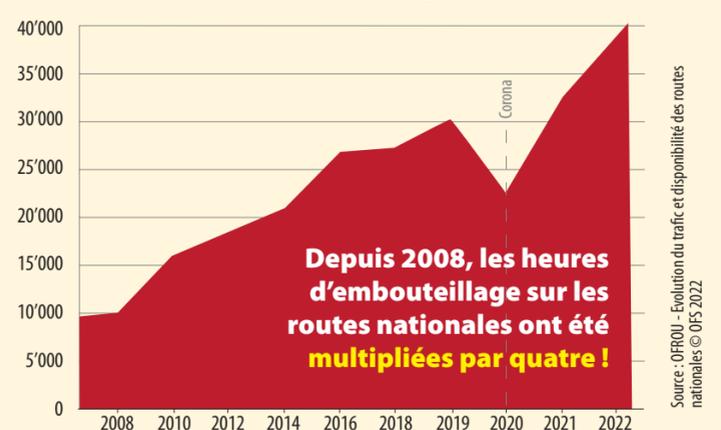
Mais visiblement, ce n'est pas encore assez pour les partis de la gauche rose-verte ; la cheffe du groupe parlementaire des Verts aux Chambres fédérales a demandé de rehausser le prix de l'essence à 5 francs par litre. Un plein d'essence coûterait ainsi environ 250 francs ! C'est inabordable pour la quasi-totalité des Suisses.

Le harcèlement des automobilistes par les activistes du climat

Les activistes du climat bloquent les routes et harcèlent la population active. C'est surtout dans les villes gouvernées par la gauche rose-verte que l'on assiste à des politiques hostiles aux voitures : mises en sens unique, réduction des places de stationnement, zones 30 km/h sur les routes de transit, amendes à tout-va, tarifs de stationnement exorbitants, etc. On a parfois envie de faire une expérience : que se passerait-il si les artisans, les PME et les paysans faisaient grève pendant une semaine dans les villes gouvernées par la gauche rose-verte ?

Qui en a marre de cette hostilité croissante contre la mobilité individuelle, vote UDC le 22 octobre !

Heures d'embouteillage 2008 - 2022



Voulons-nous d'une Suisse à 10 millions d'habitants ?

Toujours plus d'immigration, c'est toujours plus d'augmentation des loyers, de la criminalité étrangère, des bouchons sur les routes ainsi qu'une baisse du niveau d'éducation et de formation.



Avec une immigration contrôlée, nous protégeons nos enfants et préservons notre nature et notre Patrie où il fait bon vivre.



Vous avez le choix !

**Le 22 octobre, votez UDC !
Merci !**

Quiz électoral Participez et gagnez !

www.udc.ch/concours

01. Combien de personnes ont immigré en Suisse (solde net) en 2022 ?

180'000 = Vo
 90'000 = Re
 150'000 = Mi

02. A combien s'élèvent les coûts de l'asile pour la Confédération en 2023 ?

1 Mrd = i 2,5 Mrds = p
 4 Mrds = t

03. Quel est le but de la nouvelle initiative populaire de l'UDC ?

Expulser les criminels étrangers = l
 Pas de Suisse à 10 millions d'habitants = e

04. Quel est le but des théories du genre ?

Une mise sous tutelle politique = z
 Une meilleure orientation = p

05. Quel est le slogan électoral de l'UDC

Pour un avenir sûr et libre = U
 Pour un avenir libre et sûr = M

06. Combien y a-t-il de conseillers fédéraux UDC ?

Malheureusement aucun = EN
 Déjà 2 = DC

Participez au concours en ligne sur :
www.udc.ch/concours

Solution :

01. 02. 03. 04. 05. 06.

Cochez les bonnes réponses, inscrivez les lettres dans le bon ordre et renvoyez la solution jusqu'au 22 octobre 2023 au plus tard

1^{er} au 5^e prix : une invitation personnelle pour vous et un accompagnant au domicile de l'ancien conseiller fédéral Christoph Blocher, qui vous présentera en exclusivité sa collection privée des tableaux d'Anker et de Hodler !

Les gagnants seront informés par écrit fin octobre 2023. Aucune correspondance ne sera échangée au sujet du concours. Une remise du prix en espèces n'est pas possible. Tout recours juridique est exclu.

Je m'engage pour un avenir sûr et libre !

- Je souhaite devenir membre de l'UDC dans ma région et être invité à participer aux assemblées et aux manifestations (paiement d'une cotisation requis)
- Je souhaite être informé des activités en cours et recevoir les communiqués de presse et articles de l'UDC. Merci de m'envoyer gratuitement la newsletter à mon adresse e-mail ci-dessous.
- J'aimerais être informé par WhatsApp des principales activités de l'UDC Suisse. Numéro de Natel WhatsApp: _____
- Merci de m'envoyer gratuitement le programme du parti
- Je souhaite mettre mon terrain / ma grange / la façade de ma maison à disposition pour y poser des affiches de l'UDC pour la campagne électorale.
- Je soutiens financièrement la campagne électorale de l'UDC (les dons peuvent être déduits jusqu'à un certain montant de l'impôt fédéral et de l'impôt cantonal)
- Je verse _____ francs de don sur le compte IBAN de l'UDC Suisse **IBAN CH83 0023 5235 8557 0001Y**
- Merci de m'envoyer un bulletin de versement
- J'accepte que la publicité de l'UDC soit envoyée à mon adresse

Nom/Prénom _____

Rue _____

NP/Localité _____

Téléphone _____

Courriel _____

Signature _____

Découper, glisser dans une enveloppe et renvoyer à l'adresse suivante :
UDC Suisse, secrétariat général, case postale, 3001 Berne
Courriel : info@udc.ch, téléphone 031 300 58 58

www.udc.ch



Défendons vraiment les régions excentrées

Évidemment, quand on vit en ville, qu'on travaille en ville, que toutes les infrastructures sont accessibles en transports publics, il est facile de faire des théories sur les taxes des transports individuels. Mais cela vide insidieusement nos campagnes et fait mourir nos villages !



Damien Lachat,
Secrétaire général de l'UDC Jura

Dans nos régions, les services publics, les magasins, les restaurants et les infrastructures sportives ou de loisirs ne se trouvent pas toujours la porte à côté, surtout si on habite dans un petit village. Concernant les transports publics, si certains grands axes sont bien desservis, plus en dehors, les villages sont contents si un bus passe par heure ; mais pour les sorties au restaurant, il faudra rentrer avant 20h00 ! Les activités sportives de nos enfants sont aussi une gageure : tout le monde a déjà fait le taxi pour ses enfants et ceux des copains/copines (oui le co-voiturage existe depuis longtemps chez les parents). Mais en transports publics pour l'entraînement du soir ? Impossible...

Les bien-pensants citadins n'ont cure des régions rurales qu'ils regardent de haut et comme des réserves pour leurs week-ends. La

montée en puissance de l'influence des villes sur les votations dites «écologiques» fait peser un vrai danger sur les régions excentrées comme notre Jura. Les grandes villes veulent imposer leur manière de vivre aux campagnes alors que les problématiques de nos villages sont complètement différentes. Un exemple criant est la loi sur le CO2 qui va conduire à une augmentation des prix qui va encore se répercuter sur les habitants des régions excentrées qui n'ont d'autres choix que le transport individuel, mais aussi le droit de se déplacer.

Non, nous ne voulons pas tous finir en ville, nos racines sont ici,

nous voulons pérenniser l'esprit de nos villages, l'entraide et nos sociétés locales et pas aller habiter des immeubles sans âme dans des cités-dortoirs, étouffés par le béton et les prix exorbitants. Jusqu'à présent, nos représentants à Berne n'ont jamais défendu les villageois que nous sommes car faisant partie de ce centre-gauche élitiste et donneur de leçons. En votant nos candidats, il est encore possible de stopper la dictature écolo-bobo et centre-gauche-caviar.

Votons les listes UDC au National et l'alliance Ensemble aux Etats pour que le Jura, région excentrée, ait un vrai avenir !



Le mot du Président

L'UDC Jura est très active au niveau cantonal avec son groupe parlementaire, proche des préoccupations de la population et à son écoute. Avec un représentant sous la coupole, elle le sera tout autant, mais au niveau fédéral !



Alain Koller,
Président de l'UDC Jura

Chers amis,

Les jours se suivent et ne se ressemblent pas, le Parlement est souvent confronté à un combat gauche-droite et nous n'avons que peu de marge de manœuvre dans certains dossiers lors du vote final. Le plan équilibre est toujours d'actualité et on doit encore trouver des solutions pour avoir un résultat neutre d'ici 2026. Le plan climat, après consultation, sera bientôt transmis au Parlement. On ne manquera pas d'intervenir s'il y

a de nouvelles taxes ainsi que des nouvelles subventions qui peuvent directement influencer en négatif le porte-monnaie des contribuables jurassiens.

Un autre dossier à surveiller, le nouveau réseau de piste VTT dans le canton, un réseau qui traverse les parcelles de propriétaires privés. En cas d'accident, qui payera ? La venue de Moutier sera aussi problématique au niveau du finan-

cement, on nous lance des chiffres, mais est-ce réaliste ? On verra.

Le groupe parlementaire est aussi très actif dans les commissions et sur tous les dossiers, celui-ci reste à votre disposition si vous avez des doléances. Porter un candidat à Berne permettra d'être encore plus actif dans la défense de notre canton en faisant partie du plus grand groupe parlementaire sous la coupole.



Convictions ou lois contraignantes

Une initiative après l'autre est déposée en Suisse pour le bien de notre climat qui est aujourd'hui le thème phare à Berne, alors que nos habitudes devraient être conduites par des convictions et non pas des lois coûteuses et contraignantes.



John Moser,
Chef de campagne de l'UDC Jura

Le 18 juin 2023, le peuple suisse a voté la loi fédérale sur les objectifs en matière de protection du climat, sur l'innovation et sur le renforcement de la sécurité énergétique (contre-projet indirect à l'initiative pour les glaciers). Le texte a été accepté par 59,07% des ayants-droit et refusé par 40,93%, ce qui représente bien au-delà les 25% de la population qui vote UDC avec conviction. Oui, l'UDC aime se battre seule contre tous et le fait mieux que n'importe qui. Le combat était d'empêcher une diminution du pouvoir d'achat de nos concitoyens, par des taxes inutiles, des prix trop élevés sur certaines énergies et surtout parce que les objectifs du texte sont inatteignables.

Une loi fédérale radicale (loi CO2) ne pourra jamais contrer les dérèglements climatiques. Pour atteindre des objectifs, il faut des convictions et non pas des

contraintes. Malheureusement, depuis quelque temps, une majorité de nos politiciens joue sur le terrain de la peur avec le soutien journalier des médias.

Nous avons besoin d'innovation en matière d'énergie. La Suisse participe grandement sur ce thème et l'UDC soutient l'innovation. Elle souhaite aussi qu'en Suisse l'énergie nucléaire durable continue de faire partie de la solution énergétique pour le futur. Ici, au Jura, un dossier fait couler beaucoup trop d'encre concernant une des énergies du futur, la géothermie profonde. Oui, sur le fond, l'UDC soutient cette énergie potentiellement propre, mais sur la forme, non. Le peuple dans sa majorité, doit soutenir un projet par conviction, mais ce n'est pas le cas pour la géothermie.

Nous pouvons chacun décider ce que nous mangeons, quel moyen de locomotion nous empruntons, quand nous avons envie d'un nouveau portable, le lieu de nos vacances, etc. Mesdames, Messieurs, je peux vous assurer qu'à l'UDC, nous participons activement à trouver les meilleures solutions, pas uniquement pour le climat mais aussi pour la population ; une politique de responsabilité individuelle, non pas par contrainte, mais par conviction.

Pour un avenir sûr et libre !

Votez  maintenant !
Pour une Suisse forte

Ensemble au Conseil des Etats

Thomas Stettler et Jacques Gerber

Voilà l'alliance forte qui permettra un renforcement des principes chers qui nous unissent :

1. Responsabilité individuelle

Pas de mise sous tutelle du citoyen
L'Etat intervient de manière subsidiaire
Le travail doit être mieux rémunéré que les prestations sociales

2. Sécurité

Police forte en mesure de garantir l'ordre public
Armée de milice moderne prête à répondre à toutes les menaces (cybersécurité, sécurité territoriale)
Renvoi des criminels étrangers

3. Liberté

L'adhésion à l'UE n'est pas une option
Pas de limitation à 30 km/h généralisée
Pas d'interdiction (nourriture, énergie, mobilité)

4. Agriculture

Production de denrées alimentaires de qualité répondant aux besoins du marché

5. Economie

Améliorer les conditions cadres aux entreprises pour garantir des places de travail

6. Finances publiques

Pas de nouvelles taxes
Pas d'impôts supplémentaires
Maîtrise de la dette publique

7. Formation

Offrir une formation de base de qualité

8. Migration

Pas d'accueil de migrants économiques
Renforcement des contrôles aux frontières extérieures

Le Jura à Berne



Thomas Stettler,
Candidat au Conseil des Etats

La Chambre des cantons est la plus importante pour un canton comme le nôtre. Figurez-vous que le Jura y pèse autant que Zurich ! C'est bien là que nous devons faire le contrepoids des cantons urbains et défendre les intérêts des régions à faible capacité financière.

Comme Elisabeth Baume-Schneider a su si bien le faire pour son élection, parlant couramment le suisse-allemand, je compte bien me faire entendre, comprendre et écouter par une large majorité aux Chambres fédérales

Il me tient à cœur de défendre avec force l'esprit libertaire et combattif du Jura !

Au Conseil des Etats

Thomas Stettler

Liste 3

«Ensemble»



La famille

La famille au cœur de mes préoccupations.

J'ai grandi dans un ménage de 16 personnes où trois familles partageaient la même cuisine et les mêmes salles de bain, j'ai appris à aimer les gens et à les respecter avec leurs qualités et leurs défauts. J'ai surtout appris à me battre pour mes convictions tout en respectant un avis différent. Cette expérience me facilite grandement d'aborder mes adversaires politiques et

de trouver avec eux des solutions utiles au bon fonctionnement de la société.

Aussi, depuis mon plus jeune âge, je me suis engagé activement dans de multiples sociétés sportives, culturelles et associatives. Vous avez en moi la garantie du soutien politique durable au développement et au maintien des sociétés.



L'agriculture

Une agriculture forte, pour notre paysage, nos traditions, notre économie et notre sécurité alimentaire.

En tant que professionnel, il me tient à cœur de défendre le rôle premier de l'agriculture, c'est-à-dire la production de denrées alimentaires.

Aujourd'hui, l'entretien du paysage et la sauvegarde de la biodiversité sont devenus un volet essentiel dans le revenu agricole par le biais des paiements directs et permettent aux familles paysannes de maintenir leur structure. Pourtant, rien ne remplacera la satisfaction et la fierté d'offrir par le biais de leur travail des produits de qualité aux consommateurs.

Aucune subvention ne remplacera ce sentiment d'utilité première, pour motiver les jeunes à choisir les métiers de la terre et à reprendre les rênes d'une exploitation. La densification effrénée et la perte de terres arables au profit de l'urbanisation font augmenter quotidiennement notre dépendance aux produits alimentaires importés et mettent

en péril le savoir-faire agricole.

Je m'engage à défendre une agriculture :

- Productrice de denrées alimentaires de qualité demandées par les consommateurs.

- Qui rémunère les familles paysannes pour leurs prestations.

- Durable, qui respecte la nature, les animaux et le sol.

- Qui sauvegarde les paysages et les traditions suisses.

Je me veux aussi être le lien entre les citoyens, la politique et le monde paysan pour une meilleure qualité de vie pour toute la Suisse !



Candidats au Conseil national



Romain Schaer

- ☒ Profession : Entrepreneur, Ing.Dipl.EPFZ
- ☒ Localité: Miécourt
- ☒ Année de naissance: 1969
- ☒ Etat civil : Séparé, 2 enfants
- ☒ Hobbys : Ski, marche, cuisine, jardin

«Etant Maire et Député depuis plus de 9 ans, je saurai défendre les intérêts des Jurassiens sous la coupole fédérale. Les régions périphériques ont besoin de moyens de transport et les entreprises doivent pouvoir respirer dans cet air asphyxié par les taxes.»



Thomas Stettler

- ☒ Profession : Maître-agriculteur
- ☒ Localité: Courroux
- ☒ Année de naissance: 1969
- ☒ Etat civil : Marié, 6 enfants, 2 petits-fils
- ☒ Fonctions : Conseiller communal Courroux, député au Parlement 2006-2020
- ☒ Hobbys : Tir, vélo

«Je me bats contre la mise sous tutelle des citoyens et toutes nouvelles charges pour les ménages. Je m'engage pour une politique climatique orientée solution et non interdiction, avec une immigration modérée dans une Suisse sûre où il fait bon vivre.»



Miriam Moser

- ☒ Profession : Agricultrice
- ☒ Localité: Bonfol
- ☒ Année de naissance: 1987
- ☒ Fonction : Administratrice pour l'UDC Jura, Membre du comité de l'APJ (Association des paysannes jurassiennes), Membre du comité de l'AJLS (Association jurassienne de lutte suisse), Comité du FC Bonfol (Caissière/administration) Membre de la Commission de l'école secondaire d'Ajoie et Clos-du-Doubs
- ☒ Hobbys : la musique et le chant

«Je m'engage pour la valorisation de nos familles paysannes avec une reconnaissance de la valeur du travail fourni, une agriculture suisse qui nourrit la population, qui est compétitive et sans contrainte ni bureaucratie inutile.»



Michel Lando

- ☒ Profession : Chef de vente, dipl. féd.
- ☒ Localité: Bassecourt
- ☒ Année de naissance: 1964
- ☒ Etat civil : Célibataire
- ☒ Fonctions : Président Section UDC Haute-Sorne, actuel Président du Conseil général de Haute-Sorne
- ☒ Hobbys : aviation, fitness, lecture

«Je m'engage pour une Suisse indépendante et neutre, pour une place économique forte pourvoyeuse d'emplois dans notre pays. Je m'engage à défendre les intérêts de notre canton à Berne et à représenter au mieux ses particularités.»



Nadine Zmoos

- ☒ Profession : Employée de commerce
- ☒ Localité: Montsevelier
- ☒ Année de naissance: 2003
- ☒ Etat civil : Célibataire

«Ayant grandi dans les traditions suisses et dans une ferme, je suis très attachée à mon pays, ses paysages et sa population. Aujourd'hui, j'ai l'impression que tout cela est menacé et je veux protéger ma Suisse d'enfance.»



Loic Guerne

- ☒ Profession : Quincailler
- ☒ Localité : Les Pommerats
- ☒ Année de naissance : 1996
- ☒ Etat civil : Célibataire
- ☒ Fonction : Vice-président UDC Franches-Montagnes, Secrétaire général Jeunes UDC Jura, fondateur de la jeunesse des Franches-Montagnes
- ☒ Hobbys : Lecture, vie associative, cuisine

«Je m'engage pour des régions périphériques fortes ! Je souhaite combattre de toute mon âme pour redynamiser ces régions et leur redonner leur juste place dans les thèmes centraux liés au développement des infrastructures.»

Voici comment voter correctement !



1. Ouvrez votre enveloppe électorale



2. Conseil national :
Choisissez une des listes suivantes

- Liste 11 «Union démocratique du centre UDC»
- Liste 12 «Union démocratique du centre UDC Relève»
- Liste 13 «Union démocratique du centre UDC Jeunes»



3. Conseil des Etats :
Choisissez la Liste 3 «Ensemble»



4. Placez la liste du Conseil national et la liste Ensemble telles quelles dans la petite enveloppe.
IMPORTANT : vous ne pouvez déposer qu'une seule liste au Conseil national et une seule liste au Conseil des Etats. Dans le cas contraire, le vote est nul.



5. Signez toutes les cartes d'électeurs.



6. Placez le tout dans la grande enveloppe.



7. Placez la petite enveloppe fermée et les cartes d'électeurs, avec votre signature, dans la grande enveloppe de manière à ce que l'adresse de la commune soit visible par la fenêtre de l'enveloppe. Si nécessaire, affranchissez l'enveloppe et mettez-la dans la boîte aux lettres postale ou directement dans celle de la Maison communale.



8. Les délais pour voter :
Jusqu'au mardi 17 octobre par poste en courrier A ou jusqu'au vendredi 20 octobre dans la boîte de la Commune ou le dimanche 22 octobre directement dans l'urne (jusqu'à 12h00).

Conseil des Etats

Déposer la liste dans la petite enveloppe.

JURA ^{RE} CH RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA	
SPECIMEN	
Election du 22 octobre 2023 pour le renouvellement des membres du Conseil des Etats	
BULLETIN OFFICIEL	
Liste N° 3	Dénomination de liste: Ensemble
CANDIDATS	
3.01	Jacques Gerber
3.02	Thomas Stettler

Conseil national

Choisissez une seule des trois listes et déposez-la dans la petite enveloppe.

JURA ^{RE} CH RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA	
SPECIMEN	
Election du 22 octobre 2023 pour le renouvellement des membres du Conseil national	
BULLETIN OFFICIEL	
Liste N° 11	Dénomination de liste: Union Démocratique du Centre (UDC)
CANDIDATS	
11.01	Romain Schaer
11.02	Thomas Stettler

JURA ^{RE} CH RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA	
SPECIMEN	
Election du 22 octobre 2023 pour le renouvellement des membres du Conseil national	
BULLETIN OFFICIEL	
Liste N° 13	Dénomination de liste: Union Démocratique du Centre (UDC) Jeunes
CANDIDATS	
13.01	Nadine Zmoos
13.02	Loic Guerne

JURA ^{RE} CH RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA	
SPECIMEN	
Election du 22 octobre 2023 pour le renouvellement des membres du Conseil national	
BULLETIN OFFICIEL	
Liste N° 12	Dénomination de liste: Union Démocratique du Centre (UDC) Relève
CANDIDATS	
12.01	Miriam Moser
12.02	Michel Lando

Evénement UDC et pique-nique familial de l'UDC Jura

le samedi 7 octobre à Courgenay dès 11 heures.

Evénement ouvert à tous.

Plus d'info:
www.udc-ju.ch



Avez-vous des questions concernant les élections ?

Dès maintenant, vous pouvez obtenir gratuitement des renseignements.

Informez-vous dès à présent sur la manière de voter correctement, comment utiliser sa voix au mieux pour la Suisse ou faire valoir ses droits ?

Envoyez-nous votre question par e-mail à :
secretaire@udc-ju.ch